

RÉBELLIONS/RÉVOLUTIONS EN AFRIQUE CENTRALE

(Conférence internationale, Paris, 13-15 décembre 1984)

Cette conférence, qui a réuni une centaine de participants, était l'aboutissement d'une impressionnante série de colloques et de tables rondes organisés tout au long de 1984 par le Laboratoire « Tiers monde, Afrique » de l'Université Paris VII et par le Centre d'études africaines de Columbia University (États-Unis) autour du thème central des rébellions congolaises de 1963-1965.

L'objectif de ces travaux, qui se poursuivront en 1985 et probablement au-delà, était triple :

- 1) L'analyse et l'interprétation des matériaux existants.
- 2) La réflexion méthodologique.
- 3) L'intégration des acteurs et participants du mouvement de naguère au processus analytique d'aujourd'hui.

A mon avis, ces objectifs ont été atteints de façon inégale. En ce qui concerne l'analyse et l'interprétation des matériaux existants, la conférence a été indiscutablement un succès. Quelqu'un qui, comme moi, s'efforce péniblement de déchiffrer le sens des rébellions tchadiennes ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment d'envie en constatant l'avance acquise par les études zaïroises. Les matériaux, d'abord, sont considérables : la documentation publiée par Benoît Verhaegen, plusieurs milliers de documents originaux émanant du mouvement révolutionnaire (Collection Weiss, Hoover Institution Library), l'histoire orale et les interviews transcrites, etc. En plus, des dizaines de chercheurs, zaïrois aussi bien qu'étrangers, travaillent à l'analyse de ces documents, ce qui nous a valu, lors du colloque de Paris, des documentations de valeur, comme celle du « doyen » des études zaïroises, B. Verhaegen. Communications portant sur les causes, les structures et la signification des rébellions (avec une très nette préférence pour la révolte du Kwilu au détriment de celle de l'Est), mais aussi sur la politique américaine et belge à l'époque des « troubles ».

La discussion, cependant, n'a pas toujours été à la hauteur des papiers commentés, les spécialistes s'égarant parfois dans les détails qui semblaient sans importance aux yeux des non-initiés. Un certain ennui se dégageait alors des débats qui, de plus, n'étaient pas toujours bien structurés (tâche difficile, étant donné le nombre des participants). Heureuse-

ment, un après-midi fut consacré à l'étude comparative, avec des contributions sur les phénomènes révolutionnaires du Cameroun, du Kenya, de l'Angola, du Burundi et du Tchad, ceci pour « aérer » un peu la salle, comme me le confiait, en privé, l'un des responsables de la conférence.

Sur le plan de la réflexion méthodologique, on peut également distribuer quelques bons points. Comme le disaient les organisateurs du colloque dans un de leurs textes introductifs, « *la richesse archivistique, et l'existence des données orales coexistent parfois sans se croiser. Un des objectifs du projet est d'engager les anciens acteurs du mouvement — responsables ou simples partisans — à rassembler leurs expériences, à prolonger leur analyse* », et de soulever ainsi une série de problèmes de fond sur la complémentarité entre sources écrites et orales et sur la façon d'élaborer et d'évaluer avec toute la rigueur qui convient un corpus oral. Deux anciens collaborateurs de Pierre Mulele participaient ainsi au colloque, ce qui constitue une innovation très intéressante. On peut se demander cependant si la meilleure façon de profiter de leur présence était de les faire interviewer par un panel de chercheurs spécialisés et de glisser ainsi de nouveau vers une discussion sur des détails. Les problèmes de fond, que les organisateurs voulaient soulever, n'ont donc pas été évoqués, encore moins résolus.

Reste à évaluer la réussite du troisième objectif de la conférence : l'intégration des acteurs du mouvement de naguère au processus analytique. Citons de nouveau les organisateurs du colloque : « *Il ne s'agit pas seulement d'obtenir, de la part des témoins des événements, des renseignements complémentaires enrichissant la documentation existante, mais aussi de les intégrer dans la démarche elle-même : ils seront invités, à la fois, à commenter les sources primaires et l'interprétation proposée par les chercheurs, à souligner ce qui leur paraît essentiel ou significatif. Bref, il s'agit de les associer à l'élaboration et aux conclusions du savoir, en même temps que de contribuer à accroître le patrimoine commun.* »

But louable, et qui répond d'ailleurs aux critiques formulées par J. Chesneaux à l'égard des chercheurs qui travaillent « sur » les révolutionnaires, les opprimés au lieu de travailler « avec » eux. Il s'est avéré au cours de la conférence que le projet comporte un certain nombre de risques, et notamment celui d'ouvrir la porte à des discussions idéologiques sans fin. Le pavé dans la mare, à vrai dire, n'est pas venu du côté des participants aux rébellions de 1963-1965, dont les propos ne se distinguaient guère de ceux de la plupart des chercheurs, mais des nombreux militants qui souhaiteraient participer aux rébellions à venir, sans trop savoir comment les déclencher. A plusieurs reprises, ces militants frustrés s'en sont pris aux chercheurs étrangers trop « objectifs » (donc trop pessimistes sur l'avenir ou trop sévères sur les échecs du passé), ce qui a donné lieu à des débats houleux frisant le psychodrame. Du choc de ces opinions la vérité, hélas, n'a point jailli, mais c'était en même temps une expérience passionnante et enrichissante. Finalement, on doit féliciter les organisateurs d'avoir osé risquer la confusion et l'affrontement au lieu de se maintenir frileusement dans une ambiance académique certes confortable, mais limitée en même temps. Pour ma part, en tout cas, j'attends la suite avec impatience.

Robert Buijtenhuijs